



# MAPA

Réalisation de diagnostics sociaux - Ménages DALO

Cahier des charges

Référence : DEAL972-2025-SLRU-01

## 1. Contenu du marché

### 1.1. Forme du marché

☒ Le marché est un **marché à procédure adaptée à prix unitaire**.

### 1.2. Allotissement

☒ La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### 1.3. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 24 mois. L'exécution des prestations débute à compter de :

☒ La date de notification du marché public.

## 2. Contexte - Contenu et modalités d'exécution des prestations - Délais

### 2.1. Contexte

La politique du logement social est impactée par les problématiques propres à la situation économique ou encore aux spécificités du territoire martiniquais :

- le vieillissement de la population ;
- la précarité des ménages ;
- la faiblesse de leurs ressources (66 % des demandeurs de logement ont des revenus inférieurs au plafond de ressources très sociaux) ;
- 46 % des demandes de logements proviennent de personnes logées chez des tiers (hébergées, sans logement) ou de personnes vivant dans des logements sur-occupés (décohabitation).

Le Droit Au Logement Opposable (DALO) a été créé par la loi du 05 mars 2007 avec pour objectif de permettre aux personnes en recherche de logement ou ayant des difficultés à se maintenir dans le logement qu'elles occupent, de déposer un recours devant une commission de médiation (COMED).

Entre sa date de constitution en 2008 et le 31 décembre 2024, la COMED a examiné 2 265 situations dont 771 ont été jugées recevables et prioritaires pour l'attribution d'un logement social. Par ailleurs, 652 ménages DALO ont été relogés dans le parc social et, s'agissant de l'année 2024, 64 ménages DALO ont été relogés sur le contingent de l'État et 1 famille a été relogée dans le parc privé.

Dans ce contexte, le Droit Au Logement Opposable instauré en Martinique en 2008 a permis de garantir un accès effectif à un logement décent pour les personnes mal logées.

## **2.2. Publics éligibles au DALO**

Les typologies de public suivantes sont éligibles au DALO :

- dépourvus de logement ;
- menacés d'expulsion sans logement ;
- hébergés temporairement en établissement ou logement de transition ;
- logés dans des locaux impropres, insalubres ou dangereux ;
- logés dans des locaux manifestement sur-occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent, avec un enfant mineur ou une personne handicapée ;
- demandeurs d'un logement social qui dépassent le délai d'attente fixé localement.

L'arrêté préfectoral n° 08-02446 du 21 juillet 2008 fixe ce délai à 8 ans pour le territoire de la Martinique.

## **2.3. Types de recours DALO possibles**

Le requérant peut effectuer 3 types de recours :

- **recours amiable => premier recours ;**
- recours gracieux : le requérant peut contester la décision de la commission de médiation du DALO (COMED) et lui demander d'examiner de nouveau son recours ;
- recours contentieux : le requérant peut saisir le tribunal administratif si la décision de la commission ne lui convient pas ou s'il n'est pas relogé dans les délais impartis (6 mois suivant la décision de la COMED).

## **2.4. Prestations attendues au titre du présent marché**

**Dans le cadre du traitement du recours amiable,** la COMED souhaite pouvoir disposer de diagnostics sociaux concernant les ménages requérants pour lesquels la situation sociale est complexe.

A l'issue de la présentation de chaque dossier en COMED, un avis est rendu par celle-ci concernant la demande DALO du ménage. Le requérant ayant obtenu un avis favorable est reconnu prioritaire au titre du DALO. A ce titre, les services de l'État disposent d'un délai de 6 mois pour le reloger.

**La prestation attendue consiste en la réalisation de 170 diagnostics sociaux concernant des ménages constituant un dossier de recours amiable dans le cadre du Droit Au Logement Opposable.**

Ces enquêtes sociales / diagnostics sociaux constituent un élément d'appréciation supplémentaire quant à la situation des requérants et permettant aux membres de la COMED d'émettre un avis éclairé.

**S'agissant des ménages effectuant un recours amiable**, les enquêtes réalisées par le prestataire porteront sur les aspects suivants :

- identité et composition familiale ;
- état de santé ;
- modalités d'occupation du logement ;
- situation professionnelle ;
- ressources et charges ;
- existence d'un accompagnement social ;
- conditions de vie dans le logement ;
- état du logement occupé.

## **2.5. Délais et lieu d'exécution des prestations**

A l'issue de la notification du marché, **le prestataire disposera d'un délai de 2 mois, à compter de la date de réception des dossiers des ménages transmis par la DEAL** (secrétariat DALO), **pour réaliser les diagnostics sociaux et les transmettre à la DEAL.**

La réalisation des diagnostics sociaux par le prestataire concernera l'ensemble du territoire de la Martinique.

La transmission du rapport social au secrétariat de la commission de médiation doit être effectuée 10 jours avant la commission de médiation (conformément au calendrier annuel des COMED).

## **2.6. Réduction de l'empreinte carbone des prestations**

### **Communications**

Afin de réduire l'empreinte carbone des prestations, les échanges numériques et dématérialisés seront privilégiés. Les réunions seront organisées, autant que possible, en visioconférence.

### **Déplacements**

Afin de réduire l'empreinte carbone des prestations, le titulaire veillera à limiter autant que possible ses déplacements sur le territoire en regroupant, autant que faire se peut, ses déplacements.

Dans la mesure du possible, il effectuera ses déplacements au moyen de solutions de mobilité durables, le cas échéant en ayant recours à des véhicules à faible émission.

### 3. Régime financier

#### 3.1. Prix

Le marché est conclu sur la base de :

☒ prix unitaires listés dans le bordereau de prix (BPU) ;

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres.

#### 3.2. Révision des prix

☒ Les prix sont fermes.

#### 3.3. Facturation

La facture afférente aux prestations est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-CHORUS-PRO (<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>).

Pour enregistrer sa facture sur le site, le titulaire doit impérativement renseigner les deux informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS de la commande ;
- le numéro du service exécutant (SE) figurant sur la commande.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date et le numéro de la facture ;
- la dénomination et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET du titulaire ;
- la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- le détail des prestations exécutées ;
- le détail des prix unitaires et les quantités ;
- le montant hors TVA et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA (taux en vigueur à la date du fait générateur).

En cas de sous-traitance, ou de groupement conjoint, la facture est établie selon la nature des prestations exécutées par le(s) co-traitant(s) ou le sous-traitant.

## 4. Réception – Admission des prestations

### 4.1. Vérification des délais

Conformément à l'article 13 du CCAG-PI :

L'acheteur vérifie la réception du bien ou de la prestation dans les délais indiqués à l'article 2.5 du présent cahier des charges. En cas de retard, l'acheteur peut établir un décompte de pénalités de retard (formulaire EXE 13) pour les fournitures courantes et services, basé sur le régime de pénalités figurant à l'article 5.1 du présent cahier des charges.

### 4.2. Opérations de vérification quantitative et qualitative

Conformément au chapitre 5 du CCAG- PI :

L'acheteur vérifie la qualité et la quantité des prestations exécutées. Si les prestations sont incomplètes mais admissibles en l'état, elles sont admises avec réfaction comme indiqué à l'article 30.3 du CCAG-PI.

Si elles ne sont pas admissibles, les prestations peuvent être ajournées (art. 30.2 du CCAG-PI) ou rejetées (art. 30.4 du CCAG-PI).

L'acheteur peut effectuer ces vérifications sur la base du formulaire proposé ([EXE 3](#)) pour les fournitures courantes et services.

## 5. Sanctions applicables

### 5.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI :

Les pénalités suivantes sont applicables dès le premier euro :

Désignation	Délai	Pénalité associée
Réalisation des diagnostics sociaux	Voir paragraphe 2.5	100 € / jour calendaire de retard

Les manquements du titulaire à ses obligations peuvent donner lieu à pénalité après une mise en demeure écrite (par courrier ou e-mail avec accusé de réception).

Les pénalités s'entendent nettes de taxe. Elles sont appliquées de préférence par déduction des factures ou, à défaut, par titre de perception.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire : le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et de la commande qui lui a été passée.

## **5.2. Résiliation**

Les clauses mentionnées au **chapitre 7 du CCAG-PI** sont applicables au marché en sus des stipulations ci-dessous.

Ainsi et sous peine de résiliation à ses torts, sur toute l'exécution du contrat, le titulaire s'engage notamment à :

- détenir les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances) ;
- ne pas faire l'objet des interdictions de soumissionner aux marchés publics (art. L 2341-1 et suivants du CCP) ;
- respecter les dispositions de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
- respecter les dispositions des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail, relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés.

## **6. Litiges et contentieux (passation et exécution contractuelle)**

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges à de Paris :

[ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)

et/ou le Médiateur des entreprises :  
Médiation des entreprises en Martinique

DEETS Martinique  
2 Avenue des Arawaks  
Immeuble EOLE 1  
97200 Fort de France  
Tél : +596 596 442000

[972.direction@deets.gouv.fr](mailto:972.direction@deets.gouv.fr)

<https://martinique.deets.gouv.fr/Mediation-des-entreprises-en-Martinique>

En cas de contentieux né de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Fort-de-France, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel :

Tribunal Administratif de Fort-de-France  
12 rue du Citronnier – Plateau Fofo – CS 17103  
97 271 SCHOELCHER Cedex

Téléphone : 05 96 71 66 67  
Courriel : [greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr](mailto:greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr)

## 7. Dérogation au CCAG de référence

Objet de la dérogation	Article du présent cahier des charges	Article du CCAG dérogé
Pénalités et réfections	Article 5.1	Article 14 (CCAG-PI)